MASTER DIRECTION ET CONSEIL DE L'ACTION PUBLIQUE

MENTION DROIT DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES









Site de Grenoble (ouverture possible à l'international)



Capacité d'accueil limitée



Formation initiale ou continue

OBJECTIFS PÉDAGOGIQUES

Le master Direction et conseil de l'action publique est un master innovant visant à former les cadres dirigeants administratifs de la fonction publique d'État et de la fonction publique territoriale (attachés et administrateurs, contractuels, directeurs des services), les cadres dirigeants politiques (directeurs et chefs de cabinet, collaborateurs politiques) et les conseillers de haut niveau (avocats en droit public, consultants, cabinets d'audit) de l'action publique de demain. Il prépare aux métiers de la magistrature administrative (conseillers des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel, conseillers des Chambres régionales des comptes).

Se déroulant sur deux années, le master Droit des collectivités territoriales donne des **compétences juridiques de haut niveau** à ses étudiants. Ce master comporte les **cours indispensables** (droit des contrats administratifs, droit des propriétés publiques, droit de l'environnement, droit de la fonction publique, droit des finances publiques locales, droit de l'urbanisme, etc.) ainsi que des **cours innovants et rares** (droit de la responsabilité publique, droit des élections politiques, droit de la démocratie participative, droit de la montagne).

Des **mises en situation professionnelle** sont organisées (clinique juridique territoriale, stage facultatif en M1 et obligatoire en M2, études de cas, montages de projet, conférences de praticiens, etc.).

COMPÉTENCES VISÉES

- > Compétences professionnelles : savoir-être et savoir-faire dans le milieu du travail
- > Compétences politiques et administratives : apprendre à diriger
- > Compétences techniques : approfondir sa maîtrise du droit public
- > Compétences financières : approfondir les finances publiques
- Compétences de gestion : maîtriser ses ressources humaines et matérielles
- Compétences environnementales : organiser les transitions écologiques
- Compétences contentieuses : maîtriser les règles du procès administratif et du procès constitutionnel

▶ CHIFFRES CLÉS

20	étudiants par année
50%	d'enseignants professionnels
5	mois de stage sur 2 ans

ATOUTS DE LA FORMATION

Insertion professionnelle

Cette formation est construite autour de blocs de compétences que les étudiants doivent acquérir pour leur insertion professionnelle.

Outre la réussite aux concours de la fonction publique, elle permet aux étudiants de bénéficier de débouchés au sein des collectivités territoriales (45%), des établissements publics (15%), des cabinets d'avocats et de conseils (15%), etc.

Des enseignements innovants servent ces objectifs. La classe inversée est privilégiée. Une clinique de droit des collectivités territoriales permet aux étudiants de répondre à des problèmes juridiques sur la base de dossiers réels.

Bonus de la formation

La formation dispose d'un réseau de professionnels et de liens privilégiés avec les acteurs locaux. Les étudiants peuvent adhérer à l'Association Dauphinoise du Droit Public, association de mise en relation des professionnels, des étudiants et des universitaires.

La formation participe régulièrement à des **activités pédagogiques extérieures**.

Les étudiants peuvent également candidater au master Gouvernance territoriale, qui offre une co-diplomation de la Faculté de droit de Grenoble et de Sciences Po Grenoble. Les étudiants suivent alors les cours de la mention de master Droit des collectivités territoriales de la Faculté de droit et le parcours Management des collectivités territoriales du diplôme de Sciences Po Grenoble.

Équipe pédagogique

L'équipe pédagogique se compose d'universitaires spécialisés et reconnus dans leur discipline, en droit des services publics (S. BRAMERET), droit de la responsabilité administrative et contentieux administratif (H. BELRHALI), finances publiques (R. BOURREL), droit de l'environnement (L. GUILLOUD-COLLIAT), droit des collectivités territoriales (N. KADA, J. ARROYO), histoire du droit (S. LE GAL, A. IMBERT), droit de l'urbanisme et de la fonction publique (G. MOLLION), droit constitutionnel (S. NICOT), droit électoral (R. RAMBAUD), sciences administratives (L. VANIER), droit des propriétés publiques et droit de la montagne (P. YOLKA).

Elle est complétée par de **nombreux professionnels** intervenant dans leurs domaines de spécialité.

1ère année (master 1)

Semestre 1

UE 1 - Compétences techniques et contentieuses

Droit des propriétés publiques (32h CM / 13h30 TD)

Droit du contentieux administratif (32h CM / 13h30 TD)

Droit des contrats administratifs (24h CM)

UE 2 - Compétences environnementales

Droit de l'environnement (24h CM)

Finances et fiscalité de l'environnement (12h CM)

UE 3 - Compétences politiques et administratives

Science administrative et politiques publiques (24h CM)

Droit de la vie politique (24h CM)

Écriture juridique (12h CM)

Semestre 2

UE 1 - Compétences techniques et contentieuses

Droit du contentieux constitutionnel (32h CM / 13h30 TD)

Droit de l'urbanisme (32h CM / 13h30 TD)

Droit de la responsabilité administrative (24h CM)

UE 2 - Compétences sociales

Droit de la fonction publique (24h CM)

Droit du service public et droits des administrés (24h CM)

Droit de la sécurité sociale (18h CM)

UE 3 - Compétences professionnelles

Clinique juridique de droit des collectivités territoriales (12h CM)

Anglais juridique (27h CM)

Professionnalisation (18h CM)

Rapport de recherche ou Stage

2ème année (master 2)

Semestre 3

UE 1 - Compétences politques et administratives

Perspectives historiques (12h CM)

Perspectives constitutionnelles (12h CM)

Modernisation et numérisation de l'action publique (12h CM)

Responsabilité des décideurs locaux (12h CM)

UE 2 - Compétences de gestion

Gestion des ressources humaines (12h CM)

Gestion des services publics locaux (12h CM),

Gestion du patrimoine (12h CM)

UE 3 - Compétences financières

Financement de l'action publique (12h CM)

Contrôle des budgets locaux (12h CM)

Élaboration et exécution du budget local (12h CM)

UE 4 - Compétences professionnelles

Clinique de droit des collectivités territoriales (12h CM)

Droit de la montagne (12h CM)

Semestre 4

UE 1 - Compétences politques et administratives

Relations entre les élus, les services et les habitants (12h CM)

Relation État - collectivités (12h CM)

Environnement politico-institutionnel local (10h CM)

UE 2 - Compétences opérationnelles

Montages contractuels (12h CM)

Montage d'opérations d'aménagement urbain (12h CM)

Analyse d'une politique publique (10h CM)

UE 3 - Compétences stratégiques

Coopérations territoriales (12h CM)

Stratégie, communication et marketing territorial (12h CM)

Analyse de la légalité des actes des collectivités (12h CM)

UE 4 - Compétences professionnelles

Clinique de droit des collectivités territoriales (12h CM)

Anglais juridique (12h CM)

Préparation au grand oral (10h CM)

Mémoire de recherche

Stage

▶ CONDITIONS D'ACCÈS

La formation est ouverte aux étudiants licenciés en droit (présentiel ou à distance), en administration publique ou en action économique et sociale.

Des pré-requis sont nécessaires en droit administratif et droit des collectivités territoriales.

DÉBOUCHÉS PROFESSIONNELS

- > Attachés et administrateurs de la fonction publique d'État
- > Attachés et administrateurs de la fonction publique territoriale
- > Directeurs généraux des services ou de l'administration
- > Contractuels de la fonction publique d'État et territoriale
- Juristes d'organismes publics et para-publics
- > Directeurs et chefs de cabinet, collaborateurs politiques
- > Avocats spécialisés en droit public
- > Consultants et cabinets d'audit
- Magistrats administratifs
- > Conseillers de Chambre régionale des comptes
- > Enseignants-chercheurs

CONTACTS

Responsables pédagogiques :

M. Romain BOURREL, Maître de conférences en droit public

M. Romain RAMBAUD, Professeur de droit public

Scolarité du master :

droit-M2collectivites@univ-grenoble-alpes.fr

+ D'INFOS

Informations et candidatures sur notre site : droit.univ-grenoble-alpes.fr

